

Peter Knauer SJ

UNE FAUTE STRUCTURELLE DE NOTRE SYSTÈME MONÉTAIRE ?

L'analyse de Dieter Suhr (1939–1990)

Dans une économie de subsistance individuelle sans échanges comme celle de Robinson sur son île, le bien-être des personnes ne sera pas très élevé. Chacun devrait cultiver ses propres pommes de terre et semer son blé pour, après la récolte, pouvoir cuire du pain. Chacun devra posséder ses propres agneaux pour en obtenir de la laine pour ses vêtements; et chacun devra les coudre lui-même.

Un degré de bien-être déjà bien plus élevé sera obtenu dans une société d'échanges de biens naturels. Ce serait le commencement d'une division du travail. Mais l'échange direct de biens naturels n'admet pas de grandes distances géographiques; et il ne peut être transtemporel que très difficilement. Il reste compliqué de trouver des partenaires qui ont besoin exactement de ces biens que je produis et qui en même temps peuvent offrir ce qui me manque à moi. « Couturier affamé cherche boulanger qui a froid ! » Et chaque échange est comme complet et clos en lui-même sans avoir besoin d'échanges ultérieurs; à moins que l'on n'obtienne le bien désiré par toute une suite d'échanges où chaque fois on perd : puisque le boulanger n'a pas froid, il n'est pas intéressé par les vêtements que le couturier voudrait lui offrir. Celui-ci doit trouver quelqu'un d'autre qui accepterait les vêtements en échange de quelque chose dont aurait besoin, non pas le couturier lui-même, mais le boulanger. Alors seulement le couturier obtiendra le pain du boulanger, mais – vu l'obligation de recourir à plusieurs intermédiaires – il aura beaucoup perdu.

L'invention de l'argent est un énorme pas en avant. L'argent est comme un médiateur universel pour toute sorte d'échanges de biens et de services. Il a en plus l'avantage de pouvoir être divisé et « recomposé » de nouveau. Un billet de vingt dollars vaut autant que deux billets de dix dollars et vice versa. Cela ne serait pas le cas si nous n'avions que des pierres précieuses comme intermédiaires de nos échanges. Les deux moitiés d'une pierre précieuse n'auraient pas la même valeur que la pierre avant sa division; et elles ne pourraient plus être recomposées.

La fabrique d'automobiles n'a pas besoin de fleurs. Mais le fleuriste peut vendre ses roses pour de l'argent, et après en avoir gagné suffisamment, il sera en mesure de se procurer une voiture. Cependant, après la vente des roses et l'achat de la voiture, tout n'est pas encore fini comme dans l'échange direct de biens naturels. Cet intermédiaire universel qu'est l'argent continue d'exister et reste disponible pour de nouveaux échanges. La fabrique peut utiliser l'argent qu'elle a reçu pour payer ses ouvriers, et ceux-ci vont de nouveau employer ce même argent pour se procurer les provisions dont ils ont besoin. Il faut donc veiller à ce que toujours de nouvelles marchandises ou offres de service apparaissent sur le marché. L'argent ouvre toute une chaîne de transactions et dynamise l'économie.

L'argent ne sert pas seulement comme indicateur universel de la valeur de toutes les marchandises et de tous les services (première fonction). Il sert en outre comme intermédiaire universel pour tous les échanges de biens et de services (deuxième fonction). Et il sert d'une manière transtemporelle. Avec l'argent que j'ai obtenu hier par une vente, je peux acheter encore un an plus tard ce dont j'ai besoin. Avec l'argent, on évite la complication de rédiger par écrit la preuve qu'on a livré une marchandise en échange de laquelle on attend une autre trois mois après. La transtemporalité de l'argent signifie donc qu'il peut aussi servir comme dépôt de valeur ou, plutôt, d'expectative de valeur, une sorte de substitution de valeur que confère le droit de la rechanger en une valeur réelle (troisième fonction).

Il existe toutefois une certaine opposition entre ces deux fonctions de servir comme intermédiaire d'échanges et de servir comme dépôt de valeur (non naturelle, mais expectative). Si quelqu'un retient l'argent chez lui, il interrompt peut-être toute une série d'échanges. Ceux qui souhaitent vendre des marchandises ne le peuvent pas parce que l'argent nécessaire pour les acheter reste, sans bouger, dans les caisses de gens qui n'ont plus de besoins existentiels. Concernant le temps de la crise mondiale des années 30 du siècle passé, on raconte: Un enfant a froid et demande à sa maman pourquoi elle n'emploie pas le chauffage. Elle lui répond: « Nous n'avons pas de charbon. » « Mais pourquoi n'avons-nous pas de charbon? » « Parce que nous n'avons pas d'argent pour l'acheter. » « Mais pourquoi n'avons-nous pas d'argent ? » « Ton papa est au chômage et n'est donc pas payé. » « Mais pourquoi est-il au chômage ? » « Il travaillait dans une mine, mais il y a actuellement trop de charbon en stock. »

Une manière apparemment élégante d'éviter l'interruption de la circulation de l'argent consiste à inciter les gens à prêter leur argent à d'autres qui justement en ont besoin comme intermédiaire d'échanges. Car dans une société caractérisée par la

division de travail, l'argent est le moyen de communication économique principal, voire indispensable.

Celui qui prête son argent, en reste le propriétaire. Mais il renonce au privilège de pouvoir l'utiliser quand il veut ou quand s'offrent de bonnes occasions. C'est pourquoi, comme récompense, pour la durée du prêt, il reçoit une sorte de loyer : les intérêts.

Les intérêts sont caractéristiques des échanges d'argent. Si j'avais plusieurs pains que je ne pourrais tous consommer en même temps, et si quelqu'un me demandait de lui en prêter un, je ne pourrais pas exiger de lui un petit pain comme intérêt. Il me répondrait: « Tu ne pourrais garder frais ton pain que dans le congélateur; cela t'imposerait des dépenses. Je te les épargne donc, et je te rendrai ensuite un pain nouveau. Tu dois en être content. »

Au cours de l'histoire, on a proposé diverses manières de justifier les intérêts que rapporte l'argent prêté. Ils seraient, par exemple, une prime pour le fait de s'abstenir de la consommation immédiate que permettrait cet argent. Il serait, en effet, normal, prétend-on, de préférer une consommation immédiate à une consommation différée. Pour obtenir ce retard et donc la disposition de prêter l'argent, on promet au prêteur des intérêts qui lui permettront, dans l'avenir, de bénéficier d'une consommation plus abondante.

Mais un tel raisonnement se heurte à plusieurs objections. Quel sens pourrait-il avoir de rendre plus chère la consommation immédiate des marchandises, indépendamment de leur abondance ou de leur rareté? Est-ce économiquement sensé d'ériger des barrières artificielles entre la demande actuelle et l'offre actuelle? Si la récolte de pommes est surabondante, pourquoi proposer une prime à l'abstention de leur consommation, par un taux général d'intérêt ? Et si la récolte de pommes est insuffisante, ne vaut-il pas mieux en élever directement le prix au lieu de prendre une mesure qui augmente la difficulté d'acheter quoi que ce soit?

Cet essai de justification des intérêts est également fallacieux pour d'autres raisons. Tout d'abord, la banque centrale, qui met l'argent en circulation en faisant crédit, n'a pas, pour cela, fait d'épargnes. Dès le début on doit pourtant payer des intérêts pour cet argent nouvellement créé. Les intérêts ne sont donc pas nécessairement une prime pour le fait de s'abstenir de la consommation. En outre, celui qui, au lieu de consommer, retient son argent chez lui, aura l'avantage de pouvoir employer son argent quand il le veut; mais personne ne lui donnera une prime pour ce seul fait de s'être abstenu de consommer. Si prime il y a, ce ne sera que dans le cas où il prête son argent. Et encore : si quelqu'un s'abstient de consommer et investit plutôt dans la production, il ne peut devenir riche que s'il y a aussi des consommateurs. Si tel n'est pas le cas, il ne

pourrait pas vendre ses produits. Le seul fait de surseoir à la consommation ne suffit donc nullement pour mériter une prime. Et d'ailleurs, celui qui prête son argent s'abstient non seulement de consommer, mais aussi de produire par lui-même. Il reste donc économiquement inactif à part le fait qu'il ne garde pas son argent dans son coffre-fort, mais, qu'en le prêtant, il le remet en circulation. Ce n'est en réalité que pour ce dernier fait qu'il peut attendre une prime. Car ainsi il cesse de soustraire l'argent à sa fonction d'intermédiaire d'échanges.

On a prétendu également que les intérêts garantissent la meilleure allocation de l'argent : on le placera là où il est le plus rentable. En réalité, on ferait cela aussi sans espoir d'intérêts. Celui qui se demande comment investir son argent, va normalement choisir l'entreprise qui lui rapportera le plus. Les intérêts, loin d'être nécessaires pour favoriser les entreprises qui rapportent le plus, empêchent plutôt celles qui n'atteignent pas le rendement de l'argent prêté. Même si, en soi, une entreprise serait encore rentable, son responsable va préférer prêter son argent à autrui au lieu de l'employer pour sa propre entreprise, si le taux d'intérêt pour l'argent est plus élevé que le rendement de son entreprise. Si par la production de mon entreprise je n'obtiens que 3% de gain, je préférerai prêter mon argent à celui qui me promet 4% d'intérêts. L'intérêt que l'on obtient pour un crédit a pour conséquence que les entreprises dont la rentabilité n'atteint pas celle de l'argent prêté sont disqualifiées et vouées à disparaître. Ce phénomène est probablement à l'origine d'une grande partie du chômage que nous connaissons actuellement en Europe.

En pratique, ceux qui, en ayant besoin de faire des transactions, n'ont pas l'argent nécessaire pour cela et doivent l'emprunter, paient les intérêts à d'autres qui, actuellement, n'en ont pas existentiellement besoin. Ces derniers peuvent donc, dans une certaine mesure, tirer profit du besoin des autres de faire des transactions. Sans argent, en effet, le producteur et les clients potentiels n'arriveront pas à s'entendre dans un négoce.

Autrefois, l'Église catholique et d'autres Églises qualifiaient les intérêts de péché d'usure. Aujourd'hui on prétend que la nature de l'argent a changé et que cette condamnation ne visait que le crédit de consommation. Les crédits visant la production seraient donc justifiés. Il est permis, dit-on, de « laisser travailler » son argent. C'est oublier que si l'on sollicite un crédit d'une banque, le taux d'intérêt sera le même si j'ai besoin de l'argent pour financer des funérailles ou s'il est destiné à la production de marchandises. Et en réalité, celui qui « laisse travailler » son argent, fait travailler des gens pour son intérêt. Ce ne sont que les hommes qui travaillent.

On dit souvent que, sans un système d'intérêts, personne n'épargnerait de l'argent. C'est inexact. Si je prévois des besoins futurs, par exemple pour faire un voyage autour du monde, je dois attendre jusqu'à ce que j'aie la somme d'argent nécessaire à cet effet. Je ne vais pas dépenser tout mon argent maintenant. Même si le prêt à intérêts n'existait pas, une prudence élémentaire m'inviterait à épargner en vue de besoins futurs. Il est vrai, dans le système actuel, que, sans intérêts, je ne prêtera pas mon argent, mais je le garderais dans la tirelire.

Celui qui s'interroge sur la raison des intérêts est souvent mis du côté de ceux qui sont partisans d'interdire les intérêts. Il ne s'agit pas de cela. Car, si l'on interdisait les intérêts, il n'y aurait plus que très peu de gens qui prêteraient leur argent. Tout le monde préférerait garder son argent chez soi. Il est bien plus agréable de disposer soi-même de liquidité à tout moment. L'argent serait ainsi soustrait à la circulation, ce qui entraînerait le blocage de toute l'économie. Notre économie exige que l'argent circule.

Une justification plus probable des intérêts me paraît être la suivante. Il sont le loyer pour un avantage inhérent à l'argent: sa liquidité. Grâce à celle-ci, l'argent est toujours privilégié en comparaison des marchandises ou des services. Qui vient au marché avec des marchandises a des coûts de transport, de publicité, de maintenance. Celui qui vend des fleurs est très pressé par le temps; elles vont bientôt se faner. Si l'on vend des billets de théâtre ou de concert, dès le lendemain de la représentation ou de l'exécution, ils n'auront plus la moindre valeur. Par contre, celui qui possède de l'argent peut attendre jusqu'à ce qu'il trouve le prix le plus avantageux. Sauf en cas d'inflation (qui, elle-même, est une fausse manière de contrecarrer les intérêts), celui qui jouit de liquidité n'a pas de coûts. C'est là le privilège de l'argent. Si la richesse est déjà un privilège, la richesse financière est comme doublement privilégiée. On peut « laisser travailler » son argent en restant inactif soi-même.

L'argent est ainsi une sorte de joker dans le commerce. En plus de sa valeur nominale il offre les avantages de liquidité (*liquidity facilities*): L'argent est la marchandise la plus liquide parce qu'il peut être échangé contre toutes les autres marchandises ou services. La liquidité de l'argent peut servir pour toute sorte de *transactions*; elle donne une *sécurité* pour des cas imprévus et elle rend même possible la *spéculation*.

Si, par exemple, je gagne, dans un concours, le choix d'un voyage aux USA ou l'équivalent en argent comptant, je vais assez probablement préférer cette dernière possibilité. L'argent me laisse plus de liberté pour différents choix. Je désire peut-être me procurer un excellent équipement photographique ou une petite bibliothèque. En me garantissant cette liberté plus grande, l'argent comptant possède une espèce de

plus-value, outre sa valeur nominale. Dans ce sens, l'argent est un joker, qui l'emporte sur toutes les autres cartes, comme dans les jeux.

Celui qui prête son argent, tout en restant son propriétaire, ne renonce qu'aux avantages de la liquidité de cet argent. Et c'est pour le fait de renoncer temporairement à ces avantages réels (qui s'ajoutent à la valeur nominale de l'argent) qu'il reçoit en récompense les intérêts.

En outre, une seule et même somme d'argent peut être chargée d'intérêts plusieurs fois presque en même temps. Si quelqu'un (A) prête de l'argent (par l'intermédiaire d'une banque ou non) à un autre (B), il reçoit des intérêts que cet autre (B) doit payer. Celui-ci peut aussitôt employer ce crédit pour acheter des tuiles qui lui permettront de réparer le toit de sa maison, mais il continuera de payer les intérêts, bien que la liquidité elle-même se trouve déjà en d'autres mains. L'argent lui-même et les intérêts qu'on paie pendant la durée du crédit se séparent donc d'une certaine manière. Le patron (C) de la fabrique qui produit les tuiles peut éventuellement, lui, de nouveau et pendant la même période prêter à une quatrième personne (D) cette somme d'argent qu'il a reçue pour les tuiles. On paye les intérêts toujours pour toute la durée du crédit. Mais l'argent lui-même on le passe, avec son avantage de joker, dès le premier jour à d'autres qui, sans coûts pour eux, profitent alors de sa liquidité ou peuvent le prêter à nouveau à de tierce personnes. Ainsi, pour celui qui reçoit un crédit, les coûts de la liquidité s'accrochent à lui et lui apparaissent comme des frais de capital.

Celui qui a droit à des intérêts peut les ajouter à la somme prêtée. On en arrive ainsi aux « intérêts composés ». Une somme de US\$ 10.000 prêtée avec 3% d'intérêts composés pendant 50 ans augmentera jusqu'à US\$ 43.893. Avec des intérêts de 4%, on arrive après 50 ans à US\$ 71.066. Avec 11% d'intérêts composés, le résultat après 50 ans serait US\$ 1.845.646. Un seul pour cent de plus (12%) donnera US\$ 2.890.019. Bien que la différence des taux d'intérêt entre 3% et 4% ne soit que 1% comme la différence entre 11% et 12%, dans le premier cas il s'agit d'une différence de gain de US\$ 22.227 et dans le deuxième de US\$ 1.044.373. Tel est l'effet des intérêts composés. S'il n'y avait que des intérêts simples, donc non composés, on arriverait seulement à US\$ 70.000 au lieu de US\$ 2.890.019. J'en ai fait l'expérience : même des banquiers n'arrivent que rarement à une estimation précise de ces chiffres. Il est vrai que ces répercussions du système des intérêts ne se révèlent pas immédiatement, mais seulement après un certain laps de temps. Un prêt de US\$ 10.000 à un taux d'intérêt de 12%, pendant les dix premières années, n'arrive qu'à US\$ 24,759, donc une différence de seulement US\$ 14.759. – Pour calculer facilement le laps du temps au bout duquel le système des intérêts composés arrive à doubler le capital prêté, il faut

diviser le nombre 72 par le taux d'intérêt. Un capital prêté à un taux de 6% double en 12 ans; à un taux de 10% il double en 7,2 années, et en 14,4 ans on en aura déjà le quadruple.

Si, après une guerre, une économie repart pour ainsi dire d'un point zéro, on peut constater que, grâce à ce système, les premières années seront marquées par un véritable essor dans tous les domaines. Si, au contraire, une économie commence à « vieillir », ce qui est actuellement le cas de la nôtre par rapport aux années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, les effets perniciose des intérêts se manifestent de façon multiple. Si, par exemple, un État a obtenu un crédit en 1965 à un taux de 7,1 %, puis a refinancé ce crédit par de nouvelles dettes, en 1998 les intérêts composés s'élèvent déjà à 63,76 % de la dette originale. En 2025, ils s'élèveront à 435,14%.

Il est nécessaire que l'ensemble de l'économie connaisse une croissance d'environ 3% par an si l'on veut éviter que le secteur des intérêts s'étende au détriment de tout le reste de l'économie. Ce taux de croissance suffirait pour que l'économie se développe du simple au double en 23 ans. Après 235 ans, elle serait multipliée par 1000. C'est comme un moteur d'avion qui ne commence à avoir des ratés que si l'on accélère constamment. Dans tous nos systèmes techniques, le signal d'alarme sonnerait immédiatement. Mais presque personne s'intéresse au problème s'il s'agit de quelque chose si sacré que notre système monétaire.

Comment ce système se répercute-t-il actuellement dans l'économie? Tout d'abord, il conduit à une répartition très inégale de l'argent. En effet, pour que l'argent vienne là où il est nécessaire pour qu'on puisse se procurer ce dont on a existentiellement besoin, il faut transférer plus d'argent encore à ceux qui en disposent déjà suffisamment, car tous leurs besoins de biens réels sont déjà satisfaits. Mais pour le désir d'avoir plus d'argent il n'existe aucune limite.

On prétend souvent que la loi fondamentale du capitalisme consiste à favoriser celui qui s'engage. Mais il semble bien que cela ne soit pas vraiment le cas de notre capitalisme actuel. Un jeune entrepreneur, si créatif soit-il, s'il ne dispose pas de capitaux propres, est désavantagé, sinon sanctionné par les intérêts qu'il doit payer pour un crédit. Au contraire, le propriétaire fortuné, même s'il ne produit rien, se trouve comme en plus gratifié par le simple fait des intérêts qu'il reçoit automatiquement pour le fait de prêter son argent. En raison même du système du prêt à intérêt, l'argent va de plus en plus là, où son utilité marginale décroissante ("Grenznutzen", "final degree of utility") est la plus petite. Tandis que, dans d'autres domaines, une diminution des rentrées semble normale, tout le monde s'attend à ce que les rentrées pour tout

nouveau dollar investi en épargne soient nominalement égales aux rentrées générées pour tous les autres dollars précédemment investis.

On ne paie pas seulement des intérêts pour ses propres dettes; mais dans les prix des marchandises et des prestations, comme aussi, par exemple, dans des loyers, on paie d'une manière cachée les intérêts d'autres débiteurs. Dans les prix des produits, on paye pour le service des dettes du producteur. Si l'on regroupe tous les ménages de l'Allemagne, par exemple, en dix groupes égaux, mais repartis en ordre selon leur revenus, le dixième groupe, le plus riche, bénéficie d'un solde d'intérêts très positif : il encaisse quotidiennement environ € 300.000.000.¹ Le neuvième groupe a un solde équilibré. Les huit groupes inférieurs accusent tous un solde négatif. Même s'ils reçoivent quelques petits intérêts pour leur compte bancaire, ils payent beaucoup plus d'intérêts, sans le savoir, dans leurs loyers ou dans les prix des marchandises. La moyenne de ces intérêts cachés semble s'élever à environ 30% de la moyenne de tous les prix.

L'Allemagne est actuellement plus riche que jamais. Pourtant on se voit contraint de réduire les dépenses sociales parce que l'État est comme asphyxié par le service de ses dettes. Au mois d'août 2003, l'endettement, par exemple, de tous les budgets publics (communes, États fédéraux, République fédérale) en Allemagne s'élevait à la somme incroyable de € 1.300.068.000.000, et il s'accroît mensuellement de cinq milliards d'Euros.² Quelle peut être la réaction de l'État? Restreindre toutes les dépenses (et toujours à commencer par le budget social)? Augmenter les impôts? Tolérer un nouvel endettement? Toutes ces mesures ne peuvent être que contreproductives. Graver les intérêts d'impôts ne le serait pas moins. Il est très facile d'appeler les consommateurs à économiser. Mais si les uns ne consomment pas, les autres ne peuvent pas vendre leurs marchandises ni payer leurs dettes; cela ne peut entraîner que des faillites.

¹ À ma demande de savoir, si l'on pouvait estimer la part des intérêts incluse dans tous les prix de marchandises et de prestations, l'office fédéral de statistiques allemand a répondu qu'on manque des données nécessaires pour ce calcul. Helmut Creutz indique qu'en Allemagne, les revenus en intérêts des banques s'élevaient en 2001 à environ 382 milliards d'Euros (par jour, donc plus d'un milliard d'Euros). Les dépenses des banques en intérêts s'élevaient à environ 303 milliards d'Euros. On peut estimer qu'au moins un tiers de cette somme correspond au transfert de ceux qui perdent (les huit groupes inférieurs) vers ceux qui gagnent (le premier groupe), soit environ 300 millions d'Euros par jour.

² Somme indiquée par Georg Milbradt (président des ministres de la Saxe), *Die Kerze brennt an beiden Enden* [La chandelle brûle par les deux bouts], *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 13.8.2003, S. 8. Le 15 décembre 2004, à 12h15 ces dettes s'élèvent déjà à € 1.410.287.456.156 ; elles s'accroissent par seconde de € 2.660.

L'on peut remédier à ces problèmes par un recours à la planche à billets, c-à-d en provoquant l'inflation. Mais il s'agit là d'une fraude à grande échelle. Si l'argent doit servir comme mesure de valeur, que penser par exemple d'un mètre dont la longueur soit constamment modifiée?

Y a-t-il un autre remède? Pour le trouver, il faut de nouveau analyser le fait que l'argent, grâce à sa liquidité, joue, dans le commerce, le rôle d'un joker. Cet avantage de liquidité est imputable non aux initiatives de son propriétaire; elle est un produit public. La liquidité de l'argent relève de la confiance mutuelle des participants au commerce; elle confère une acceptabilité générale au moyens d'ordre technique (pièces de monnaie, billets de banque, chèques). Il est dû à tous ceux qui acceptent et transmettent l'argent qui a été déclaré comme moyen de paiement légal.

Dans la situation actuelle, le propriétaire de l'argent jouit gratuitement de sa liquidité. Il peut la vendre pour les intérêts qui lui viennent dans sa poche. Ceci peut se comparer à un impôt privé pour l'emploi d'un véhicule public. Les intérêts sont comme une prime en récompense pour arrêter de faire le trouble-fête. Tant que l'on retient l'argent par-devers soi, on l'empêche de circuler et de servir comme moyen d'échange. Ceci est comparable au fait d'immobiliser, dans un domaine privé, des wagons de chemin de fer pour marchandises, et à réclamer une rançon pour permettre leur remise en circulation.

La monnaie entre en vigueur par le fait que l'État la déclare légale. Cela signifie surtout qu'on peut payer avec elle les impôts et les taxes prélevés par l'État. Mais comment cette monnaie entre-t-elle en circulation ? Sous le régime actuel, ce n'est pas l'État lui-même qui fait entrer l'argent dans le marché, mais la Banque nationale qui jouit d'une certaine indépendance par rapport à l'État. Mais elle fait entrer la monnaie en circulation seulement en la donnant en crédit. Actuellement, l'argent en circulation est donc toujours le résultat d'un endettement. On doit rendre non seulement le crédit, mais aussi des intérêts, donc davantage que ce qui est entré par le crédit dans le marché. Pour pouvoir rembourser aussi les intérêts, il faut donc s'endetter à nouveau. Ainsi s'ouvre un piège continu. Dans une économie vieillissante, le fardeau du service de la dette devient toujours plus lourd.

Mais comment en irait-il, si, au lieu que la Banque nationale introduise l'argent par crédit, l'État lui-même créait l'argent et payait avec lui des prestations comme la construction de routes ou l'enseignement dans les écoles ? Cet argent ne serait pas le résultat d'une dette et ne devrait pas être remboursé avec des intérêts. Certes, la quantité d'argent qui serait à mettre en circulation devrait être surveillée par une

instance indépendante des souhaits immédiats de l'État. Mais, comme l'État accepterait ce même argent comme paiement d'impôts, il pourrait ensuite de nouveau le dépenser.

Mais en tout cas, l'argent actuel n'est pas neutre par rapport aux marchandises et prestations. Une première solution pour la rendre neutre serait globale: une concertation entre États. On pourrait introduire des frais (des intérêts négatifs) pour la mise à disposition de liquidité. Celui qui voudrait garder de l'argent en caisse et profiter des avantages de sa liquidité (possibilité de faire des transactions quand il veut, de jouir de sécurité et de chances de spéculation) ne pourrait plus le faire gratuitement. Ces frais ne seraient pas un impôt, mais plutôt le juste prix pour un avantage que, auparavant, on avait l'habitude de recevoir gratuitement comme surajouté à l'argent. Grâce à ce tarif, celui qui garde l'argent en caisse, aurait dorénavant à payer pour le fait de jouir de la liquidité. Si, au contraire, il prête son argent, il ne recevra pas d'intérêts, mais il est exonéré des coûts pour la liquidité. À l'échéance du temps du prêt, il pourra à nouveau disposer de l'intégralité de la somme prêtée, mais elle ne se serait pas accrue sans son travail.

En déterminant ce tarif, la banque centrale pourrait influencer très directement la vitesse de circulation de l'argent. Actuellement, la détermination de la somme totale de l'argent en circulation n'a pas plus d'effet que ne l'aurait une laisse très longue pour diriger un chien.

Pour concrétiser l'introduction de ce tarif, plusieurs possibilités se présentent. Des comptes de virement à vue, c.-à-d., liquides, on pourrait automatiquement décompter ces intérêts négatifs. Pour les billets, on pourrait les imprimer en différentes couleurs, supprimer de temps en temps une couleur tirée au sort et échanger ces billets avec des coûts. Peut-être y a-t-il encore d'autres possibilités techniques comme le fameux "stamp scrip" (des billets à tamponner) qu'a recensé Irving Fisher.³

Même le groupe des gens les plus riches qui, actuellement, profite le plus du système en vigueur, pourrait avoir intérêt à le modifier pour éviter les troubles sociaux qu'on peut prévoir si la fracture entre les riches et les pauvres s'élargit toujours davantage.

Une deuxième solution jouerait plutôt au niveau de la compétition bancaire. Une banque bien enracinée dans une région pourrait offrir un nouveau service à ceux qui souhaiteraient participer à un "neutral money network". La banque prendrait un crédit à l'extérieur, disons un million d'Euros, sous les conditions normales, c'est-à-dire avec le taux d'intérêt habituel. Mais, à l'intérieur du cercle des participants au network, cet

³ Irving Fisher, Stamp Scrip, New York 1935.

argent serait traité de telle manière que les intérêts correspondants seraient toujours à payer par celui dans la caisse duquel cet argent se trouve actuellement, et seulement pour le temps pendant lequel il s'y trouve. Un client A prend un crédit de € 100.000 pour acheter une machine. Il transfère l'argent dès le lendemain à la fabrique du client B. Il verserait à la banque les intérêts pour une journée seulement, tout en s'engageant à repayer le crédit après le temps stipulé. Après cette journée, le client B continuerait de payer les intérêts qui resteraient ainsi toujours liés à l'argent même, au lieu de s'en séparer. Certes, il lui sera coûteux de maintenir les € 100.000 sur son propre compte. Mais s'il les réinvestit immédiatement pour un nouveau projet, il n'aura à payer que la part des intérêts qui correspond à ce bref intervalle. Il peut également se libérer de ces coûts pour la liquidité en prêtant la somme à un autre. Bref, on emploierait cet argent comme médiateur d'échanges, sans jamais l'immobiliser sur son propre compte à vue. Les clients participant à ce network obtiendraient des crédits extrêmement favorables. Mais ils ne pourraient les employer qu'à l'intérieur du network. Il est probable qu'avec cet argent apparemment « mauvais » (parce que coûteux en restant immobilisé), ils auraient l'occasion de faire bien des négoce favorables qu'ils n'auraient pas pu faire autrement.

Ce système aurait besoin - comme un réseau téléphonique - d'un nombre suffisant de participants. Surtout serait il bon que la Commune locale participait à ce réseau en acceptant le paiement d'impôts en cet argent neutre et en payant par le même moyen. Le network devrait comprendre un marché suffisamment varié des produits et des prestations qui sont les plus demandés. Et il est probable que, dans ces conditions, ce nouveau système se répandrait automatiquement de plus en plus.

L'analyse que je viens de résumer est due aux travaux de Dieter Suhr (1939–1990) qui était professeur de droit public, philosophie du droit et informatique du droit à l'université d'Augsburg. Pendant plusieurs années, il a été membre de la Cour constitutionnelle de l'État de Bavière.

Lit. : Dieter Suhr, *The Capitalistic Cost-Benefit Structure of Money*, Berlin, Heidelberg, New York: Springer Verlag 1989, ISBN 3540-51138-5. Dieter Suhr, *Neutral Money Network*: <http://userpage.fu-berlin.de/~roehrigw/suhr/nngengl.html>

Cf. également Irving Fisher, 100% money – Designed to keep checking banks 100% liquid, to prevent inflation and deflation, largely to cure and prevent depressions, and to wipe out much of the National Debt, New York ²1936.